
L'invention de la nation israélienne. Entretien avec Avner Ben-Amos

Par Claude Millet et Pierre Savy

Avner Ben-Amos, Claude Millet et Pierre Savy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/207>

DOI : 10.4000/elh.207

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 18 décembre 2012

Pagination : 65-77

ISBN : 978-2-35698-050-2

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Avner Ben-Amos, Claude Millet et Pierre Savy, « L'invention de la nation israélienne. Entretien avec Avner Ben-Amos », *Écrire l'histoire* [En ligne], 10 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/207> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.207>

Tous droits réservés

L'invention de la nation israélienne

Entretien avec Avner Ben-Amos

LES LECTEURS FRANCOPHONES ont d'abord connu Avner Ben-Amos, professeur à l'université de Tel-Aviv, par ses travaux sur la signification politique des funérailles dans la France des XIX^e et XX^e siècles¹. Plus récemment, il s'est tourné vers l'histoire de l'État d'Israël, en s'attachant en particulier, dans une perspective critique à l'égard de la vision anhistorique portée par le projet sioniste, au rôle de l'éducation dans la construction de l'identité de ce pays. Nous l'avons interrogé sur la validité du terme « mensonge » pour désigner une telle construction.

Dès le début de votre livre, *Israël. La fabrique de l'identité nationale*², vous vous situez dans le prolongement de Benedict Anderson³ pour concevoir la nation comme une construction de l'imagination. Cela implique-t-il que l'étude de l'élaboration d'une identité nationale et des processus de légitimation d'un État-nation fait de votre travail d'historien un travail de décryptage et de dénonciation de

Claude Millet, Univ Paris Diderot, Sorbonne Paris Cité, CÉRILAC-Littérature & Civilisation du XIX^e siècle, EA 4210.

Pierre Savy, Université Paris-Est, Analyse comparée des pouvoirs (ACP), EA 3350.

1. Voir en particulier « Les funérailles de Victor Hugo », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. I, *La République*, Gallimard, 1984, p. 478-522 ; et *Funerals, Politics and Memory in Modern France (1789-1996)*, Oxford University Press, 2000.

Toutes les notes sont de la rédaction.

2. Avner Ben-Amos, *Israël. La fabrique de l'identité nationale*, trad. de l'anglais par Fabienne Bergmann, CNRS, 2010.

3. Benedict Anderson, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996 ; trad. par Pierre-Emmanuel Dauzat de *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres / New York, Verso, 1991 [1^{re} éd. 1983].



mensonges? Cette notion de mensonge vous paraît-elle pertinente pour décrire la construction d'une identité nationale par rapport à d'autres notions peut-être plus présentes dans votre œuvre, comme celles de fabrique, d'illusion, de fiction ou encore de mythe national?

À mon sens, ces dernières notions sont en réalité mieux à même de définir ce qui se joue avec la construction d'une identité nationale et du récit qui la fonde. Ce récit (qui est l'œuvre des élites dans les cas allemand et russe, sans doute dans le cas français, et à coup sûr dans le cas sioniste) n'est pas le résultat d'un mensonge, d'une atteinte volontaire à la vérité en vue de tromper. Il résulte plutôt de choix, de tris des événements et des acteurs historiques, ou d'inflexions du jugement porté sur eux. En ce qui concerne le récit sioniste, il faut d'abord le comprendre dans son opposition au récit juif de l'histoire. Ce dernier est un récit théologique, qui raconte, de la création du monde à la venue du Messie, une histoire sans progrès, puisque le Messie peut arriver à n'importe quel moment, et une histoire cyclique, avec des événements qui se répètent – esclavage, libération, rédemption. Le sionisme a été créé contre cette idée théologique de l'histoire, c'est une révolte nationale engagée contre cette communauté théologique dans la seconde moitié du XIX^e siècle par des jeunes gens modernistes, laïcs, pour qui la solution du problème juif au XIX^e siècle (celui d'une diaspora confrontée à l'antisémitisme) était nationale,

dans une vision dialectique de l'histoire, scandée par trois grands moments : les temps bibliques, la diaspora, l'État de Sion. L'idée, au fond très simple, était d'appliquer au peuple juif le dispositif en passe de triompher en Europe, celui de la constitution d'États-nations. Cette idée impliquait le retour (dialectique) à ces temps bibliques où le peuple juif avait la souveraineté sur un territoire – Sion, Canaan, la Palestine –, pour rompre avec le temps de l'Exode, c'est-à-dire, dans cette perspective, le temps de la diaspora, de l'humiliation, de la non-souveraineté, du manque de volonté, de l'attente de l'action de Dieu et non des hommes. Le sionisme est d'abord, la chose est bien connue, un retour à l'histoire comme processus à l'intérieur duquel le peuple juif est appelé à sortir de sa passivité pour devenir agissant, et à l'histoire comme récit, le destin du peuple juif n'étant plus pensé en termes théologiques, mais en termes historiques.

Dans un deuxième temps, lorsque le sionisme a commencé à raconter sa propre histoire – et dans la mesure où cette histoire était dotée d'une intention : renforcer le dispositif nationaliste –, le récit sioniste que vous décrivez n'est-il pas devenu au moins mensonger par omission? Et cela en particulier dans sa manière de faire silence sur la part des minorités – celles qui échappent à la norme de l'identité masculine, juive, ashkénaze – dans la construction de l'histoire d'Is-

raël? Ne pourrait-on pas « sauver » la notion de mensonge en réintroduisant l'idée d'intention, consciente, dans la reconfiguration à usage de légitimation politique?

Ce n'est pas certain, parce que l'intention peut se résorber dans l'environnement mental et idéologique... Sur le terrain, dans la vie quotidienne, c'est la mentalité qui m'intéresse, en particulier le discours transmis à l'école, dès l'âge de trois ou quatre ans. Ce discours dit en substance: « Vous étiez ici en tant que peuple depuis l'âge biblique. Il est vrai que des Arabes vivent ici, mais ils ne sont pas un peuple – et ils ont besoin du progrès que nous allons amener avec nous, et nous allons nous faire accepter grâce à cela. » C'est ce discours qui a été transmis jusque dans les années 1970 et même un peu au-delà, après la conquête consécutive à la guerre des Six Jours. Et comme on savait bien qu'il y avait des Arabes qui n'acceptaient pas les Juifs, on faisait le tri entre les bons Arabes et les mauvais Arabes, entre ceux avec lesquels on pourrait vivre en paix et ceux contre lesquels il faudrait peut-être lutter. Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'un mensonge.

Si on déplace le terrain vers un nationalisme que vous connaissez bien, le

nationalisme français, peut-on considérer que la permanence de ce discours de l'État français – en dépit, par exemple, de tout ce que peuvent subir dans les consulats les étrangers qui veulent venir en France – est aujourd'hui mensongère?

Ce mot de mensonge est trop simpliste, c'est pour cela que je résiste! Je préfère *construction, fabrication, invention, imaginaire*... Dans la plupart des cas, les gens croient vraiment qu'ils détiennent et qu'ils disent la vérité.

À renoncer intégralement à la notion de mensonge, ne risque-t-on pas de devoir renoncer aussi à la notion de vérité? Lorsque vous convoquez la notion de vérité, c'est toujours à propos de circonstances certes très dramatiques (par exemple le massacre de Deir Yassin⁴), mais qui, en tant que circonstances précisément, sont ponctuelles, tandis que vous sortez le récit dans son ensemble de la problématique du mensonge et de la vérité.

Oui. Prenons l'exemple d'un historien sioniste assez célèbre, Ben-Zion Dinur⁵: il n'a eu aucun mal à montrer, avec de nombreux documents à l'appui, qu'il y avait une continuité historique du

4. Deir Yassin était un village arabe situé à 5 km à l'ouest de Jérusalem. Il fut le théâtre du massacre d'une centaine de personnes perpétré par des hommes appartenant à des troupes paramilitaires sionistes (le Lehi, ou « groupe Stern », et l'Irgoun) le 9 avril 1948.
5. Ben-Zion Dinur (1884-1973), historien et homme politique israélien, sioniste, membre du parti Mapai (qui se transforme en parti travailliste en 1968), ministre de l'Éducation (1951-1955) et président de Yad Vashem (1953-1959).

peuple juif depuis les temps bibliques jusqu'au xx^e siècle... Je considère pour ma part qu'il s'agit là non pas d'un mensonge, mais d'une interprétation historique erronée.

Mais vous vous situez ici de nouveau dans la problématique des faits et de leurs interprétations ; à un tel niveau de généralité, on ne qualifiera jamais une interprétation de mensongère. En revanche, si l'on revient à une définition plus précise de l'intention de tromper quelqu'un, il peut être question de mensonges.

Alors oui, il y a bien eu des mensonges, mais de façon locale, sur des points précis. Quand tel général de l'armée israélienne a dit qu'il n'y avait pas eu de massacres en 1948, c'était un mensonge. Mais cela ne m'intéresse pas, à la fois parce que c'est anecdotique et parce qu'il est trop simple de nier des massacres quand on est général et de dénoncer cette négation quand on est historien. Ce qui m'intéresse, c'est la justification, l'encadrement interprétatif d'un récit.

Les propos fondateurs du sionisme sur la continuité du peuple juif, une continuité fondée sur la culture et non sur la terre, ce sont des choses auxquelles on peut prêter foi ou non, mais aussi sur lesquelles on peut faire un travail de déformation à des fins politiques ou ne pas le faire... La notion de mensonge paraît donc opératoire.

6. Le Palmah est également une force paramilitaire juive ; créé en 1941, il s'intègre en 1948 dans l'Armée de défense israélienne (Tsahal), tout comme le Lehi, l'Irgoun et la Haganah.

Ce qui m'intéresse, ce n'est pas le fait de nier tel ou tel événement, c'est le schéma explicatif de cette négation. Est-il mensonger ? J'ai une appréhension de l'histoire qui me fait penser que ce schéma explicatif est faux, mais cela ne veut pas dire pour moi que les sionistes mentent à proprement parler. Pour moi – et je suis en cela Marc Bloch –, l'historien n'est pas quelqu'un qui juge après coup, mais quelqu'un qui explique.

Prenons un autre cas que vous étudiez dans votre livre, celui du musée Palmah⁶, dans la banlieue de Tel-Aviv. On pourrait avancer que le problème de ce musée, dont tous les objets sont inauthentiques et qui est donc une sorte de triomphe du factice et du dédoublement fictionnel de la réalité, ne réside pas dans ses détails mensongers – même si vous dites tout de même que les actualités y sont trafiquées –, mais plus globalement dans le rapport même du visiteur à l'histoire, rapport qui y est construit mensongèrement sur une fausse évidence : le fait de projeter le visiteur dans le rôle du héros repose sur l'idée qu'il y aurait une espèce d'empathie naturelle, fondée sur la permanence d'une essence identitaire, entre le visiteur et les acteurs du passé, entre les Israéliens d'aujourd'hui et les soldats de 1948. N'est-ce pas là que se

situé plus essentiellement le mensonge, non pas dans le traitement du passé, mais dans l'articulation entre passé et présent ?

Nous revenons à la question de ce que nous pourrions appeler des résultats non intentionnels. En ce qui concerne les commémorations en général, nous savons bien que toute commémoration part du principe que nous et les hommes commémorés sommes les mêmes. Dans la perspective commémorative, non seulement nous et les révoltés du ghetto de Varsovie sommes les mêmes, mais encore les révoltés de Varsovie étaient tous sionistes... La perspective commémorative gomme les différences entre le passé et le présent, mais aussi à l'intérieur du passé, et même à l'intérieur du présent. La perspective historique seule établit des différences, on peut même dire que c'est sa tâche, qu'il s'agisse de la fondation d'Israël, de la Révolution française ou de l'indépendance de l'Amérique. Commémorer, c'est autre chose que faire de l'histoire. Est-ce pour autant un mensonge ? Ce que je reproche au musée Palmah, c'est d'être à la fois historique et commémoratif – il n'est pas le seul, que l'on songe seulement au Musée impérial de la guerre à Londres.

Je reviens au problème de l'intention : lors des entretiens que j'ai réalisés avec les gens qui ont créé le musée, ceux-ci ont insisté sur leur volonté de maintenir manifeste la différence entre le récit fictif de ces dix jeunes gens auxquels les visiteurs

sont appelés à s'identifier et dont l'histoire est racontée à la manière d'Hollywood, et les bandes d'actualités appelées en contrepoint à définir le contexte de leurs actions. Les conservateurs du musée disent avoir construit cette histoire à la Hollywood pour susciter l'intérêt des jeunes gens. Mais, pour ceux-ci, il est en réalité très difficile de faire la distinction entre fiction et non-fiction : à la sortie du musée, il y a un monument commémoratif, et les visiteurs cherchent les noms des héros fictifs sur la liste des victimes réelles de l'année 1948 parce qu'ils croient que ce qu'ils ont vu, c'est un film « vrai », un documentaire sur la réalité historique. Enfin, le récit que propose le musée Palmah est aussi un récit partiel : pas un mot n'y est dit sur le massacre de Deir Yassin, par exemple. Peut-être que cela revient à un mensonge. Mais les créateurs du musée Palmah n'avaient pas l'intention d'en faire un musée historique : ils l'ont pensé comme un lieu pour éveiller l'intérêt des élèves avant qu'ils n'étudient historiquement 1948. On ne peut donc pas reprocher qu'il n'y ait pas toute la vérité factuelle ; ce que je reproche, c'est ce mélange et cette manipulation émotionnelle, propre à la fiction, pour placer les jeunes gens d'aujourd'hui dans la perspective de 1948. Mais, encore une fois, je ne crois pas que ce soit un mensonge. Je raconte dans mon livre comment ce musée traite de l'épisode de Lod et Ramla, villes arabes dont la population a été expulsée en 1948. Dans le film du musée Palmah, il y a un petit incident, un appel téléphonique

de Ramla : quelqu'un demande à l'état-major ce qu'il faut faire des enfants et des femmes. Au bout de deux ou trois fois, on lui répond de faire ce qu'il croit devoir faire. Le créateur du musée m'a dit en substance : « Voilà : on a raconté ce qui s'est passé à Lod et Ramla. Voyez, on est même de gauche, on n'est pas négationnistes ! » Mais les étudiants ne comprennent pas cela du tout : ils ne comprennent même pas que ce sont des Arabes, l'épisode passe trop vite et, pour ces générations, Lod et Ramla sont des villes juives...

Plusieurs fois, vous évoquez une guerre des mémoires, des conflits entre récits divergents. Dans un débat entre historiens, on ne traite pas l'adversaire de menteur, sauf cas très spécial, alors que ce sera le mot qu'on choisira dans une guerre des mémoires pour condamner l'autre : ce mot de mensonge vous semblerait-il plus opérationnel s'agissant de mémoire et non d'histoire ?

Avant 1977, date de l'arrivée au pouvoir du Likoud, les travaillistes appelaient à la commémoration exclusive de leurs propres morts. Or on sait qu'il y a eu en réalité trois mouvements de résistance contre les Britanniques : la Haganah – la résistance travailliste –, mais aussi deux petits mouvements de droite et d'extrême-droite. Sous les travaillistes, on a commémoré plutôt les résistants de gauche, en essayant de gommer dans la commémoration et le récit historique la contribution des résistants de droite

– et c'était d'autant plus facile qu'il s'agissait de groupuscules. Mais quand même, on aurait dû leur rendre hommage ; on ne l'a pas fait pour des raisons évidemment politiques, ce qui ne veut pas dire qu'elles étaient mensongères. Après 1977, ce fut tout à fait l'inverse. La droite ne pouvait plus gommer la mémoire des travaillistes, car elle était déjà instituée, mais, de manière totalement disproportionnée, elle a fait pencher la balance du côté de « ses » morts. « C'est nous qui avons chassé les Britanniques », semblait dire le Likoud, ce qui était pour le coup mensonger, dans la mesure où la manipulation ne portait pas seulement sur les interprétations, mais sur les faits.

Plus globalement, il faut d'abord comprendre que l'identité d'Israël prend sa source dans la mémoire de la Shoah, sans quoi l'attitude de nombreux Israéliens à propos de leur présent demeure inintelligible. Dans la mémoire israélienne, structurée par le cadre des trois grandes époques de l'histoire juive que j'évoquais tout à l'heure : temps biblique, diaspora, sionisme, que signifie la Shoah ? Elle signifie l'échec de la diaspora, la menace mortelle qui pèse sur les Juifs dispersés hors d'Israël. La Shoah est donc aussi un état existentiel pour les Israéliens aujourd'hui. On retrouve ici le schéma d'identification à l'œuvre dans la commémoration dont je vous parlais tout à l'heure : à vous, cela paraîtra peut-être un paradoxe ou un mensonge, mais beaucoup d'Israéliens de nos jours se croient menacés par les Arabes de la même façon que les Juifs étaient

menacés, à l'époque, par les nazis. C'est vrai qu'Israël a des ennemis au Moyen-Orient, mais je constate qu'on est très loin aujourd'hui de la situation des Juifs européens en 1938.

Benyamin Netanyahou utilise très bien ce sentiment largement répandu d'être une petite minorité dans l'« océan » du monde arabe, et les Iraniens l'aident en niant le génocide d'un côté et en menaçant d'annihiler l'État d'Israël de l'autre. Mais tout cela n'a pas commencé avec les Iraniens. En 1967, Abba Eban, le ministre des Relations extérieures israélien, qui était une « colombe », a parlé des frontières de 1967 comme des frontières d'Auschwitz, laissant penser que la population israélienne était menacée de la même manière que les Juifs à l'époque nazie... Et, souvenez-vous, il y a eu pour chaque génération d'Israéliens un leader arabe identifiable à Hitler : Nasser en 1967, quand il a fermé les détroits de Tiran, puis Yasser Arafat. En 1991, lors de la guerre du Golfe, contre l'Irak de Saddam Hussein, toute la population, moi compris, restait à la maison avec des masques à gaz – encore un nouveau Hitler ! Et aujourd'hui c'est, bien sûr, Mahmoud Ahmadinejad.

De retour d'un pèlerinage à Auschwitz, les étudiants ne reviennent pas avec des idées de tolérance, etc., mais en se disant qu'il leur faut une armée forte pour protéger Israël – c'est très efficace ! Et ensuite, ils partent faire leur service militaire... Chaque année, des milliers d'officiers israéliens vont à Auschwitz

et dans d'autres camps d'extermination, pour cinq jours de commémoration où l'on mêle de manière très remarquable des cérémonies en l'honneur des victimes de la Shoah et des cérémonies en l'honneur des soldats israéliens morts au combat, en présence de leurs parents, de leurs veuves, etc. Les symboles convoqués alimentent cet amalgame : les participants utilisent des torches, comme on le fait lors des commémorations des soldats morts à la guerre en Israël. Ainsi, les soldats tombés pour la patrie ne sont pas seulement morts en guerriers, ce sont aussi des victimes potentielles de la Shoah ; symétriquement, les victimes de la Shoah sont célébrées comme des soldats potentiels de l'État d'Israël. Cet amalgame des victimes est organisé, du point de vue des généraux qui le mettent en place, afin que chaque jeune Juif d'Israël se pense comme un rescapé des camps, un survivant.

On a l'impression, à vous entendre, que la culture biblique et le souvenir des persécutions qui ont culminé avec la Shoah, deux éléments constitutifs d'Israël au xx^e siècle, sont très stables et que, malgré le passage du temps, ils ne s'estompent pas. N'invente-t-on pas là d'autres formes de fabrication de l'identité nationale en Israël ?

Le schéma général reste le même : temps biblique, diaspora, xx^e siècle sioniste. Mais il est vrai qu'il y a plusieurs grands changements. D'abord, jusqu'en 1948, on a beaucoup insisté

sur la première période biblique, pour les commémorations mais aussi pour tous les rituels juifs et toutes les fêtes juives, versions sionistes de fêtes religieuses : on a gommé des éléments théologiques que l'on a remplacés par des aspects nationaux et militaires. Par exemple, pour les Juifs de la diaspora, Hanoukka est une fête assez mineure, familiale, aux lueurs des bougies ⁷. Les sionistes, à partir de la fin du XIX^e siècle, en ont fait une grande fête militaire centrée sur l'idée de la lutte du petit contre le grand. On défile dans les rues des villages et des petites villes israéliennes avec des armes et des torches, les mouvements de jeunesse font un pèlerinage jusqu'au tombeau présumé de ce Maccabée, non loin de Jérusalem, etc. C'est donc devenu une fête nationaliste, comportant aussi, pour les travaillistes, une dimension marxisante, puisque les révoltés défendant la culture juive étaient des paysans alors que les riches élites juives de Jérusalem étaient favorables aux Grecs et profondément hellénisées : dans leur imaginaire, c'est donc une guerre prolétarienne.

Jusqu'en 1948, la plupart des rituels importants pour les Juifs sionistes israéliens étaient les rites juifs auxquels se greffaient des contenus modernes, militaires et nationalistes. À partir de

1948, les rites se sont éloignés encore davantage de la religion, parce que les Juifs venus d'Europe depuis quelques générations étaient déjà tout à fait laïcs. Israël s'était déjà fait ses propres héros : on peut dire, selon un raisonnement fonctionnaliste, qu'on ne ressentait plus le besoin des héros antiques, car on avait beaucoup de héros du XIX^e siècle, de soldats morts pour la patrie, de martyrs révoltés dans les camps, de héros martyrs aussi des années 1920. C'étaient à la fois des paysans et des combattants de Galilée, comme Joseph Trumpeldor et ses compagnons – bref, des pionniers.

Depuis 1948, les fêtes juives sont progressivement devenues des fêtes de loisir, et l'État en a créé de nouvelles. Mais les changements ne se sont pas arrêtés là : dans les années 1980-1990, on est arrivé à une espèce de rapport adouci à la diaspora, d'effacement de la coupure entre « nous », les Juifs héroïques, pionniers, combattants, paysans, et « eux », les Juifs de la diaspora, intellectuels, commerçants sans fierté. Pour la Shoah, on s'est mis à ne plus commémorer uniquement les grands combattants du ghetto de Varsovie – c'est le nouveau Yad Vashem ⁸ –, mais aussi ceux qui ont conservé vivante la culture juive malgré la répression, ceux qui ont par

7. Cette fête juive d'institution rabbinique célèbre le miracle survenu quand les Juifs, menés par la famille des Maccabées, purent réinaugurer l'autel du Temple de Jérusalem : une petite fiole suffit à alimenter en huile le chandelier huit jours durant. Il s'agit symboliquement du triomphe du judaïsme sur l'assimilation à la culture grecque.
8. Le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, commémore les victimes juives de la Shoah. Créé en 1953 et édifié aux environs du site du village de Deir Yassin, il a été récemment entièrement repensé : le « nouveau » mémorial a été inauguré en 2005.

exemple fait du théâtre dans les ghettos, ou écrit leur journal dans les camps.

Le récit de base reste cependant le même, il va de la diaspora vers la terre d'Israël. Regardons le nouveau Yad Vashem : il n'y est que très peu question des communautés juives avant la Shoah, même si c'est un musée de la Shoah. On court tout de suite au génocide, rien sur ce qui a précédé, alors que ce pourrait être une très bonne leçon d'histoire. À Yad Vashem, il y a donc pour les visiteurs un itinéraire de « parcours » des camps de concentration, mais la fin de l'itinéraire, c'est l'année 1947 et l'arrivée des réfugiés d'Europe. Le nouvel itinéraire imaginé récemment obéit au même schéma narratif : il associe la diaspora à l'échec et au désastre, et présente la solution sioniste comme la seule possible. Ensuite, le visiteur sort de ces salles obscures et déprimantes par le côté ouest, vers le ciel bleu, la forêt de Jérusalem, c'est très beau. Et ce que l'on ne sait pas, c'est que, au-dessus, se trouvait le village de Deir Yassin, où ont été massacrés une centaine de Palestiniens lors de l'indépendance.

Une autre modification de la mémoire dont on parle beaucoup actuellement, c'est la privatisation. Beaucoup de rituels commémoratifs, à l'école ou ailleurs, utilisaient jusque dans les années 1990 des textes officiels, ou des poèmes, des textes connus, adoptés par l'État... De plus en plus, on a recours à des extraits de lettres, écrites par une fille à son père, par une institutrice parlant de

son mari, morts à la guerre – soit beaucoup de récits privés, de gens qui parlent d'eux-mêmes, de leur douleur.

C'est la mémoire « d'en bas » ?

Oui, la mémoire d'en bas, celle des témoins. Cela ne change pas grand-chose, car il ne s'agit pas d'un discours politique qui mettrait en cause le récit national ; c'est une autre manière de le raconter. La société israélienne est devenue de plus en plus individualiste et refermée sur elle-même, mais je dirais que c'est pour cela que la nation est encore plus importante, car, avec le « chacun pour soi », le lien social s'affaiblit et il ne reste que la patrie. Ce discours privé est une autre façon d'ordonner le récit national habituel. Reste aussi que, comme en France ou en Allemagne, les historiens israéliens savent maintenant très bien que l'identité nationale passe par le local, le privé, la famille : on ne peut pas aller directement au national, y compris d'ailleurs pour des raisons psychologiques. Il faut passer d'abord par le voisinage, par différents degrés d'appartenance, pour accéder ensuite au niveau national. Le local est devenu très important, et cela, c'est véritablement une modification des mentalités en Israël. Toutes sortes d'écrits qui n'existaient pas auparavant, des livres, une presse locale, vous offrent des informations sur votre région, voire sur votre village... Tous ces changements ne signifient pas que le national n'existe plus : il existe toujours, mais d'une autre façon, plus complexe.

Est-ce que, parmi les universitaires israéliens, il y en a beaucoup qui, comme vous, « déconstruisent » l’imaginaire national israélien, ou bien la question est-elle évitée ?

Je ne me sens pas isolé. Un bon nombre de chercheurs en sciences humaines et sociales pense plus ou moins comme moi et travaille à la déconstruction du récit national. Mais nous ne sommes pas pour autant majoritaires parmi les universitaires, qui pour la plupart appartiennent à ce centre-droit nationaliste qu’est devenu le travaillisme, et qui sont par conséquent peu critiques. Dans la communauté universitaire, donc, même si nous sommes minoritaires, nous ne rencontrons pas de problème. Les historiens critiques du récit national peuvent publier leurs travaux, organiser des colloques, faire une carrière normale. Mais des menaces sont apparues depuis deux ou trois ans, venues de l’extérieur du système universitaire. Un certain nombre de Juifs américains ou de Juifs israéliens originaires des États-Unis ont une attitude assez agressive à l’égard des universitaires qui, comme moi ou d’autres, tiennent un discours critique sur la construction de la nation israélienne. Ils enquêtent sur les universitaires israéliens, leurs publications, leurs conférences, pour vérifier s’ils sont sionistes ou non selon leurs critères, et ils publient sur le site Internet *Israel Academia Monitor*

une espèce de liste noire rassemblant les noms de ceux qui ne correspondent pas à ces critères, qui obtiennent alors la mention « pas assez sioniste », « pas assez patriote ».

Un pas supplémentaire a été franchi par une autre ONG, Im Tirzu, organisation très riche financée par des Juifs américains et qui a le soutien de l’actuel ministre de l’Éducation, Gideon Sa’ar ; elle a examiné le « syllabus⁹ » de plusieurs cours de sociologues ou d’historiens israéliens, en passant au crible la liste des ouvrages qu’ils demandaient aux étudiants de lire. Et ils concluent : « Ce monsieur, ou cette dame, n’est pas sioniste », parce que dans la bibliographie figure tel ou tel livre qui peut être intéressant pour leur travail, mais qui est caractéristique d’un(e) historien(ne) antisioniste, c’est-à-dire pour qui la nation est une construction imaginaire et non pas une substance réelle. Ces membres d’Im Tirzu décident donc de qui est sioniste ou non, et déconseillent la lecture de ceux qui ne le sont pas. Plus grave encore, ils envoient des lettres aux présidents d’université en dénonçant ces « antisionistes », en exerçant des pressions... Il y a par exemple à l’université Ben Gourion un politologue très célèbre, Neve Gordon, qui est connu pour ses positions très radicales – il a même soutenu la campagne « BDS » (« Boycott, désinvestissement, sanctions ») contre les universitaires israéliens. Ses détracteurs ont

9. Ce terme désigne le programme d’un cours et les lectures requises par l’enseignant.

écrit à la présidente de l'université pour qu'elle supprime ses cours, en menaçant de demander à tous les donateurs juifs américains d'arrêter de subventionner un établissement antisioniste. Pour résumer, à l'intérieur de l'université il n'y a pas trop de problèmes, mais à l'extérieur, dans la société israélienne, notre attitude « négative » est parfois mal vue.

Comment votre livre a-t-il été reçu en Israël ?

Il n'a pas été édité en volume : des chapitres ont été publiés sous forme d'articles dans des revues universitaires, si bien que ce travail n'a pas fait beaucoup de bruit. Le seul ouvrage qui ait eu un grand retentissement, c'est celui de Shlomo Sand¹⁰, qui a remis en cause de manière très polémique le grand récit national. Mais c'est un ouvrage de vulgarisation, ce qui explique aussi son succès. Reste que Sand a dit deux choses qui, sans être nouvelles, sont importantes : d'une part, il n'y a pas de continuité biologique entre le peuple israélien juif d'aujourd'hui et le peuple biblique ; d'autre part, la nation est une notion moderne. Anderson et bien d'autres l'avaient déjà montré, mais, pour beaucoup d'Israéliens, dire que la nation israélienne ou la nation juive n'existe que depuis la fin du XVIII^e ou le début du XIX^e siècle, c'est un vrai sacrilège.

Vous n'envisagez pas de publier ce livre en Israël ?

Si, c'est un de mes projets. Mais déjà les articles qui y ont été publiés sont importants pour moi. Et puis, en tant qu'enseignant, j'expose ce genre de choses aux professeurs de lycée par exemple, je donne des conférences. Nous agissons de plusieurs manières sur le public. Je milite également, mais en tant que citoyen, pas nécessairement en tant qu'historien, pour le mouvement palestinien. Toutefois, il reste une coupure entre ces deux rôles. La vérité est la même, non pas le rapport qu'on entretient avec elle, selon qu'on se définit comme militant ou comme historien. Comme militant, j'essaie de montrer aux gens « l'éléphant dans la chambre¹¹ » – par exemple, les villages arabes détruits en 1948, dont la mémoire a été effacée en Israël ; comme historien, j'essaie d'expliquer pourquoi et comment cette mémoire a été effacée. Est-ce qu'ignorer l'éléphant est l'équivalent de mentir ? Je ne le pense pas. Eviatar Zerubavel, en sociologue (d'origine israélienne), montre très bien comment l'oubli est organisé par la société tout entière. Or, pour décrire une société qui vit dans un déni, il faut utiliser un autre mot que *mensonge*.

10. Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé. De la Bible au sionisme*, trad. de l'hébreu par Sivan Cohen-Wiesefeld et Levana Frenk, Fayard, 2008.w

11. Eviatar Zerubavel, *The Elephant in the Room. Silence and Denial in Everyday Life*, Oxford University Press, 2006.

Avner Ben-Amos. Né en Israël en 1951, Avner Ben-Amos a étudié à l'Université hébraïque de Jérusalem (histoire et arts dramatiques) et à l'Université de Californie – Berkeley (histoire), où il a obtenu son Ph. D. Il est actuellement professeur d'histoire de l'éducation à l'École de l'éducation – Université de Tel-Aviv. Ses champs de recherches sont la France à l'époque contemporaine et Israël, et ses travaux portent essentiellement sur la formation de la mémoire collective, l'éducation civique et les rituels politiques. Il a publié de nombreux articles dans des revues françaises, anglo-saxonnes et israéliennes, ainsi que deux livres: *Funerals, Politics, and Memory in Modern France (1789-1996)*, Oxford University Press, 2000, et *Israël. La fabrique de l'identité nationale*, trad. de l'anglais par Fabienne Bergmann, CNRS, 2010.